

Toiles @ penser

Cahiers d'éducation permanente de

La Pensée et les Hommes



Réflexions sur la montée de l'islamisme

Dossier n° 2007 – 03–030

Connaissez-vous nos publications ?

Nous publions annuellement trois dossiers thématiques et un numéro « Varia ».

Dans sa nouvelle conception, notre revue paraît annuellement sous la forme de trois livres brochés qui comptent chacun environ cent pages et regroupent le point de vue d'une dizaine de spécialistes du sujet traité.

Chaque volume ambitionne de faire le point sur une question relative à la philosophie et à la morale de notre temps ou de traiter en profondeur un sujet qui intéresse les défenseurs des idéaux laïques. Aussi, tout naturellement, nos numéros ont pris place dans la collection « Espace de Libertés » qu'édite le *Centre d'Action Laïque*.

Comment s'abonner à nos publications ?

En effectuant un versement au profit du compte :

000-0047663-36

de *La Pensée et les Hommes* Asbl

Le prix de l'abonnement annuel s'élève à 25 € (pour trois volumes thématiques et un numéro de « Francs-Parlers ») ou plus pour un abonnement de soutien. Si votre domicile implique un envoi par voie aérienne, majorez s'il vous plaît votre versement de 5 €.

Réflexions sur la montée de l'islamisme

**Avec la participation d'Elie BARNAVI
et de Chemsî CHEREF-KHAN**

Chemsî CHEREF-KHAN (Institut européen d'humanisme musulman) dit qu'après le diagnostic de l'Ambassadeur Barnavi, il faut parler des choses qu'il faudrait faire à notre niveau et que nous essayons de faire à quelques-uns (de plus en plus nombreux d'ailleurs)

Deux constats l'ont amené à s'intéresser à cette problématique : d'une part la montée de l'islamisme en Turquie (pays de ses origines) et d'autre part la montée de l'islamisme dans son pays d'adoption, la Belgique. En 1961, il n'y avait pas une seule femme voilée dans les rues d'Istanbul (parce que c'était interdit et en tous cas mal venu de porter le voile) ni à Bruxelles. À Istanbul aujourd'hui, il y a des quartiers entiers où une touriste de type méditerranéen n'aurait pas intérêt à se hasarder, parce qu'elle risque d'être prise pour une Turque qui ne porte pas le voile et de se faire maltraiter, injurier, etc. Cela peut paraître anecdotique, mais ce ne l'est pas du tout du point de vue de la symbolique.

En Belgique en 1961, d'après l'INSS il y avait un bon millier de Marocains et trois cents Turcs. Jusqu'à la fin des années soixante - début des années septante, l'islam n'avait pour ainsi dire pas de visibilité. Les musulmans vivaient leur « islamité » avec une certaine discrétion, comme si intuitivement ils avaient admis ou compris qu'en Belgique, il est de bon ton de vivre sa religion comme relevant de la sphère privée.

Les choses ont très vite évolué dans un tout autre sens, sous l'influence d'un certain nombre de prédicateurs venus d'ailleurs, voire même de réfugiés politiques qui étaient des islamistes poursuivis dans leur pays (Algérie, Tunisie, Turquie).

La Turquie est candidate à l'entrée dans l'Union européenne. Elle comptera à ce moment environ 100 millions d'habitants, musulmans en écrasante majorité, quel que soit leur degré d'attachement, d'islamité ou de dévotion ou de prosélytisme, voire même avec un côté « fondamentaliste révolutionnaire ».

Un exemple d'évolution de la Turquie : l'orateur a été au lycée de Galatasaray d'Istanbul. Vers le milieu des années cinquante, pour la première fois les élèves ont pu avoir des cours facultatifs de religion dans les écoles. La Turquie vivait à ce moment-là comme beaucoup d'autres pays en pleine guerre froide et les amis américains (c'était le temps du président Truman) avaient estimé que l'islam était un excellent rempart contre le communisme. La Turquie avec sa politique de laïcité, voire de laïcisme, ne laissait pas suffisamment de liberté religieuse. Sous leur influence et celle des Européens, la Turquie a pris deux mesures : la première est d'adopter le système pluripartite (jusque-là il n'y avait qu'un seul parti politique, espèce de dictature éclairée) ce qui a conduit la Turquie à être une démocratie dirigée où les religieux ont eu la bride sur le cou : on a assisté au retour de la religion et du militantisme religieux. L'inquiétude ne vient pas de la religion, mais de son instrumentalisation dans un but politique ; celui-ci en Turquie est la création d'un État islamique, en oubliant la République laïque, expérience unique dans l'histoire des peuples musulmans, mais considérée par les islamistes comme une tache dans l'histoire de l'islam.

L'islam est entré dans l'espace public, dans les partis politiques ; de temps en temps, un parti était interdit ou l'armée prenait le pouvoir pour défendre la laïcité. Mais si on regarde la courbe de l'évolution de l'islamisme en Turquie, c'est une courbe montante quasi continue avec quelques chutes. Il y a eu même un parti islamiste dans une coalition avec des partis dit démocratiques. Puis il y a eu un Premier ministre islamiste. Finalement le parti d'Erdogan, seul au pouvoir et un président de la République musulman, islamiste « modéré ». L'orateur connaît beaucoup de musulmans « modérés », mais ne connaît pas d'islamiste « modéré ». Si on veut dire par là que ce sont des islamistes qui ne vous attendent pas avec un couteau entre les dents ou qu'ils n'ont pas l'intention de se faire sauter avec une bombe de la taille, oui – comparés à d'autres – ils sont des « modérés ».

Mais il a très peur que dans le monde musulman, les fondamentalistes qui ne seraient pas encore révolutionnaires, soient des

Les religions meurtrières

révolutionnaires en puissance, car dans la façon dont on cultive la culture religieuse, c'est à l'état potentiel.

Le grand pari (sans aucune certitude aujourd'hui) pour la Turquie, sera de voir si ce parti islamiste, dit « modéré », est en train de devenir l'équivalent d'un parti démocrate-chrétien de l'Europe. Personnellement, l'orateur n'en croit rien du tout et se méfie du diagnostic rapide des personnes qui le pensent parce qu'ils le souhaitent. Il faut rester extrêmement vigilant, notamment dans le projet d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Le devoir des démocrates européens est d'accompagner la Turquie dans son évolution, de l'encourager dans son évolution vers la démocratie, même s'il y a un certain recul de cette laïcité qui avait été imposée par les armes. Mais dans un État islamique, il n'y a pas de place pour une laïcité politique et encore moins pour une laïcité philosophique telle qu'elle est conçue en Belgique.

Quand on voit l'évolution des Turcs de Belgique, au départ ce sont des braves gens qui arrivent d'Anatolie, ayant abandonné leur famille, leur village ; leur seul souci, c'est de gagner leur vie, faire beaucoup d'économies et d'envoyer de l'argent chez eux. Puis, petit à petit, on fait venir les femmes et les enfants ; mais c'est dans ce contexte-là que se pose la question de la transmission de l'héritage culturel religieux et que l'on voit l'apparition d'imams de quartier. En 1974, la Belgique pose un acte extrêmement important, unique au monde, et reconnaît, pour la première fois sur le plan européen, le culte musulman au même titre que les autres cultes (la laïcité n'est pas encore reconnue). On ne trouve rien de mieux que de confier à l'Arabie Saoudite le soin de s'occuper des musulmans de la Belgique. C'est une erreur fondamentale qui a été commise à cette occasion-là, même de bonne foi. Mais il est urgent en tous cas de tirer des leçons du passé et d'agir en conséquence.

L'orateur est de ceux qui croient à l'importance de la volonté de l'homme. Il y a les déterminismes sociaux, le niveau socioculturel de l'immigration d'une manière générale, des immigrés musulmans en particulier. On voit que trois mariages sur quatre de jeunes qui sont nés ici issus de familles d'immigration musulmane, se font avec des jeunes venant de l'étranger (de Turquie ou du Maroc). Il y a là comme une

espèce de solidarité ; l'immigré sort un peu de sa misère. C'est une chose qui se pratique dans cet esprit là. Mais le problème de l'intégration commence à chaque génération d'enfants qui naissent de ces unions, car ils ne vont pas tous à l'école et ne parlent même pas le turc convenablement.

Nous laissons faire. Aussi, l'orateur a entamé un travail de conscientisation et d'action, d'organisation : un projet d' *interculturalité* a été lancé en opposition à l'imposture de la « multiculturalité » qui n'est qu'un fait social et non pas une valeur. De fait notre société est multiculturelle ; mais si on la laisse aller, dans un premier temps on vit dans une démocratie communautaire (la Belgique en est un exemple), mais on passe très vite au communautarisme (on est en train de le vivre), avec l'émergence d'autres communautarismes du type religieux, ethnique, etc.. Les deux grands obstacles à l'intégration des Turcs en Europe sont, d'une part la religion, d'autre part leur ultranationalisme, appelé pudiquement le « souverainisme ». Comment voulez-vous vivre dans une société où règnerait la cohésion sociale s'il n'y a pas un minimum d'accord sur le socle commun des valeurs fondatrices (droits de l'homme, égalité homme-femme, etc.), sans exclure que chacun ait ses particularismes. Il faut qu'il y ait un mouvement citoyen – « démocratie d'opinion » comme on dit maintenant – vis-à-vis du monde politique pour qu'il abandonne un certain nombre de pratiques néfastes du genre électoralisme, clientélisme. À Schaerbeek, il y a 30-35% de population d'origine immigrée au sens large du terme et plus de cent nationalités présentes. Dans cette commune, une liste politique d'un parti démocratique a compris plus de 50% de candidats d'origine immigrée, ce qui est déjà assez interpellant parce que sociologiquement, il n'y a pas d'explication. À l'issue des élections, ce parti a eu 13 élus dont 3 sont d'origine « autochtone » et 10 d'origine « allochtone » (certains sont des fascistes turcs notoires ou un islamiste marocain notoire) avec deux femmes turques qui portent le foulard.

Si c'est cela le progrès du pays, cela rend l'orateur perplexe ; il n'hésite pas à dire aux responsables politiques qu'ils ont été trop loin et que maintenant il est temps d'arrêter ce mouvement. Dans cette optique,

Les religions meurtrières

un projet d' « interculturalité » a été lancé appelé « réseau Fraternité » qui organise des tables rondes, des colloques, etc. sur l'axe « égalité, mixité, laïcité » ; le mot « laïcité » doit être compris dans le sens politique du terme (donc incluant des musulmans laïques). S'agissant des musulmans en Europe, être musulman et laïque signifie la séparation de la religion au sens strict du terme (la foi, l'éthique religieuse, la spiritualité, la pratique de la religion) et le droit musulman. Dans un État de droit comme la Belgique, il n'y pas de place pour un droit d'inspiration religieuse quelle qu'elle soit. L'« aggiornamento » des monothéismes, tels que le christianisme et le judaïsme en Europe occidentale, a conduit les responsables de ces religions à accepter l'idée qu'il n'y avait pas de place dans un État de droit pour un droit canonique ou autre, ceci depuis la philosophie des Lumières. Quand le cardinal Danneels déclare publiquement, dans une interview, qu'à un moment donné de son histoire, l'Église catholique a dû se confronter à la philosophie des Lumières et que cela lui a fait du bien, et qu'il souhaite que l'islam de l'Europe connaisse la même évolution, les choses sont très claires.

Dans ce sens-là, l'orateur a reçu un coup de fil du Frère Abbé de l'Abbaye de Maredsous parce qu'il avait lu une de ses publications et qu'il lui disait que sa conception de l'islam plaisait à cet Ordre. Notamment son combat pour « le vivre ensemble » est approuvé et partagé par les Frères. Après une conférence donnée à Maredsous, l'orateur a été chargé par les Frères de Maredsous d'organiser un colloque sur l'islam qui aura lieu le samedi 17 novembre 2007, avec pour titre *Quel islam pour aujourd'hui ? Libérer la pensée musulmane pour mieux vivre ensemble*. Cette démarche est une évolution intéressante dans notre pays, même si c'est un premier pas. Devant l'espèce de terrorisme intellectuel que les musulmans de Belgique doivent subir au quotidien, il est grand temps qu'on parle de libérer la pensée musulmane « pour mieux vivre ensemble ». Un exemple : à la fin du Ramadan, ce sera la grande fête du sacrifice : le sacrifice du mouton ou le don philanthropique. Selon la tradition, le sacrifice était souvent remplacé par le don, notamment par les pèlerins faisant le pèlerinage de La Mecque. Lorsque l'orateur a écrit un article rappelant que les musulmans pouvaient remplacer le sacrifice par le don, il a été traité de « mollah laïque ». Le sacrifice pose d'énormes

problèmes pour le « vivre ensemble » du fait de l'abattage clandestin ou du problème des carcasses d'animaux parfois abandonnées dans la rue ou dans les parcs. Pourquoi les responsables religieux ne pourraient-ils pas encourager le don, puisqu'il est prévu dans la tradition ? Ceux qui deviendront ministres du culte dans les mosquées et qui seront payés par les deniers de tout le monde et ceux qui donnent des cours de religion islamique dans nos écoles à nos enfants, devraient avoir un minimum de formation donnée par des établissements dignes de ce nom en Belgique (notamment par nos universités). Puisque l'État ne remplit sa fonction sur ce plan-là, depuis quelques jours a été créée à Bruxelles « l'Université islamique de Saint-Josse » qui est une filiale d'une Université islamique privée de Rotterdam appartenant à la mouvance islamiste turque des Frères Musulmans. L'enseignement sera en arabe alors que cette Faculté islamique prétend former les professeurs de religion pour la Belgique. Alors qu'un certain nombre de professeurs de religion islamique, qui sont là depuis plus de 20 ans, n'ont pas encore obtenu leur certificat d'aptitude pour donner des cours en français.

Ne faudrait-il pas, pour commencer, se préoccuper du contenu de ces cours ? Dans notre État qui se veut neutre en matière de religion, on ne pourrait pas s'en mêler ! La réponse est : pour le culte musulman transplanté depuis peu dans notre pays, ayant encore une très grande dépendance vis-à-vis de l'étranger, c'est la moindre des choses que dans un État de droit, un responsable politique envisage qu'on se mêle de ces questions-là.

Une pétition, signée par environ quatre mille signatures, demande que les pouvoirs publics légifèrent en matière de présence religieuse dans l'espace public (à commencer par l'école).

Les religions meurtrières

Questions posées à Elie Barnavi et Chensi Cheref-Khan

1) *En cas de violence islamiste, il y a peu de réactions des intellectuels musulmans. Est-ce parce qu'ils n'ont pas de légitimité dans le monde musulman ?*

Nous sommes en principe dans une démocratie et un État de droit où les gens peuvent s'exprimer sans se soucier d'une quelconque légitimité. Mais il y a un terrorisme intellectuel musulman qui empêche les gens de s'exprimer, du fait d'un risque pour leur intégrité physique (autre exemple : pression sur une fille ne portant pas le voile dans une école où la majorité des élèves le font), malgré qu'en Belgique, il n'y ait pas encore de vraie violence. Dans des débats organisés par les partis politiques ou les universités ou les communes, il y a toujours quelques individus d'une mouvance extrémiste (Frères Musulmans ou autres) qui sont là pour saboter, manipuler, pour contrôler les choses qui se passent. Le recteur de l'ULB a eu raison d'interdire la conférence de Tariq Ramadan.

En ce qui concerne la libération de la pensée musulmane, on entend souvent dire : ce dont l'islam aurait besoin, c'est d'un Luther, car l'islam n'a pas connu la réforme. Cette exigence de notre part n'a pas grand sens. Le problème n'est pas de savoir quel sera le contenu d'un islam réformé, mais de séparer l'islam de l'État. Il y a une contradiction fondamentale entre l'islam et la démocratie, comme avec n'importe quel autre système religieux (le Vatican, seul État catholique existant aujourd'hui n'est pas une démocratie, mais ne prétend pas en être une ; ce n'est pas sa vocation. Et heureusement Israël n'est pas un État juif, mais des Juifs). Ce que nous souhaitons, c'est de vivre à l'aise dans une société d'égaux ; c'est une question de choix philosophique. La démocratie n'est pas une valeur absolue.

Pour l'islam, c'est aux croyants de faire ce travail de réforme, en leur précisant l'aire dans laquelle les musulmans peuvent se mouvoir et sont légitimes. C'est une évolution historique, interne, compliquée qui ne se fait pas par décret.

Nous pouvons dire aux musulmans, que la laïcité (et non pas le laïcisme) est un moyen d'organisation de la vie dans la cité pour permettre aux gens de vivre leur conviction philosophique ou religieuse sans se

sauter à la gorge. On peut être très croyant et très laïque à la condition d'accepter ces règles de jeu minimales, mais en acceptant aussi que les églises puissent s'exprimer si elles n'imposent pas leur loi (par exemple : je suis d'accord pour l'interdiction du voile à l'école car ce voile implique l'interdiction de la mixité, de la gymnastique, du darwinisme, etc. et porte un message politique ; par petites touches, on arrive par ce bout de tissu à remettre en cause la neutralité de l'école publique).

En France a paru un livre *Le territoire perdu de la République* sur l'école. Aujourd'hui, il y a des milliers d'écoles en France où on ne peut plus enseigner non seulement la Shoah parce que c'est un mythe sioniste, mais aussi l'histoire ou la géographie françaises. On ne peut pas enseigner la France en France, parce que la France est l'ancien pouvoir colonial, c'est l'infidèle. Il y a un véritable terrorisme à l'école. Il ne faut pas qu'on puisse leur apprendre des horreurs.

2) *L'islamisme impose une obligation d'acceptation entière de ses lois.*

Dans les grandes religions monothéistes qui véhiculent une vérité absolue, l'histoire n'est pas « une histoire pleine de bruit et de fureur racontée par un idiot », mais elle a un sens : la conquête des âmes puisque la vérité se partage avec l'humanité entière. L'Église catholique a perdu ce zèle missionnaire, mais pas les Églises évangélistes qui sont en pleine croissance (en Afrique, les Pentecôtistes sont passés de zéro à cinquante millions).

L'islamisme transpose dans le royaume de la politique le zèle missionnaire qui existe dans l'histoire. Mais il faut refuser le fait qu'il essaie de le faire par la force : c'est la différence entre islam et islamisme. Il faut faire la différence entre l'espoir eschatologique des masses, et l'action politique entreprise par une minorité agissante et dangereuse, en fonction souvent des frustrations historiques, sociales, avec le malheur de la vie que l'on vit, mais qui exerce un appel très puissant sur les jeunes. Appel dû au malheur, mais aussi au romantisme révolutionnaire de l'action.

Les religions meurtrières

En France, l'erreur du ministre Sarkozy a été d'organiser ce Conseil du culte musulman qui a été d'emblée noyauté par les Frères Musulmans (mais inspiré par le Consistoire israélite et le Consistoire protestant).

On ne peut pas juger Ben Laden comme un islamiste dévoyé parce qu'il n'y a pas de norme. Notre seule légitimité est celle de citoyen dans un État de droit démocratique. Il faut faire pression sur les politiques pour qu'ils fassent respecter l'État de droit, en définissant la place des particularismes ethniques, religieux, culturels.

3) Les conditions économiques, sociales et politiques conduisant au développement de l'islamisme dans le monde n'ont pas été assez soulignées.

Il est faux de dire que la violence religieuse naît des problèmes sociopolitiques ; ce serait rassurant si ce l'était, mais ce ne l'est pas. Ben Laden n'est pas un pauvre ; l'immense majorité des chefs islamistes sortent des classes moyennes ou supérieures et sont formés scientifiquement. Al Qaïda est l'alliance d'une conception archaïque de la religion et des technologies super-modernes. Sans Internet, Al Qaïda n'existe pas.

Le foyer de l'islamisme ne se trouve pas dans les pays les plus pauvres (par exemple l'Arabie saoudite qui a été la grande école de l'islamisme). Il est vrai que la pauvreté, la misère, le conflit, l'humiliation, rendent le recrutement des islamistes plus facile. C'est pour cela qu'il faut régler les problèmes territoriaux, sociaux, etc. Mais l'islamisme n'a pas besoin de cela.

Si demain, on réglait tous les problèmes en suspens dans le monde musulman, Al Qaïda serait malgré tout toujours là, parce que cela obéit à une autre logique de promesse divine. Ce qui intervient beaucoup, c'est la frustration séculaire : c'est la faillite d'une civilisation à se mesurer à la modernité (le décollage de l'Occident est une vieille histoire) alors qu'elle se sait capable d'être brillante puisqu'elle l'a été (par exemple Grenade). Un livre a été écrit par l'historien Bernard Lewis *What went wrong ?* où il défend la thèse suivante : après l'échec du second siège de Vienne en

1683, l'Empire ottoman a pris conscience du retard pris sur le monde occidental. L'obsession du monde musulman sera : « Comment faire pour combler ce retard vis-à-vis d'une civilisation méprisée d'infidèles ? ». La question n'a jamais été résolue et n'est pas prête de l'être, car c'est un problème de civilisation pour lequel l'islamisme n'est pas la solution.

4) À Ratisbonne, le pape a fait appel à un dialogue entre les religions, se référant à une culture des VIII^e et XIX^e siècles.

Les mutazilites ont été présentés comme un courant rationaliste dans les premiers siècles de l'islam, époque où les musulmans découvrent la philosophie grecque (qui les inspire pour parler de la raison, du libre arbitre), mais aussi d'autres civilisations. Ce qui explique le foisonnement intellectuel à cette époque. Très tôt les théologiens posent une espèce de chape intellectuelle dans le monde des penseurs et certains se tournent vers les premières sciences de l'époque, les mathématiques, la médecine, la chimie, l'astronomie.

L'important est d'assurer dans nos universités un enseignement valable sur l'islam. L'UCL, l'Institut Saint-Louis et l'Institut Galilée ont reçu dernièrement un budget relativement important de la Communauté française et mis au point un programme de formation des cadres de l'islam. Ils ont fait venir quelques musulmans de France, alors qu'il fallait se préoccuper plutôt de l'émergence d'un islam belge soustrait aux influences étrangères (cf. la loi de 1974). Il est grand temps que le monde politique s'intéresse à cette question, en ayant une vue à long terme.

Les religions meurtrières

Vous souhaitez être tenu(e) au courant de nos programmes d'émissions télévisées et radiophoniques ?

**Rien de plus simple,
renseignez-nous votre adresse de courriel
et nous vous enverrons mensuellement nos
programmes détaillés**



LA PENSÉE ET LES HOMMES ASBL

Avenue Victoria, 5 – 1000 Bruxelles

Tél. 02/640.15.20 – Fax 02/650.35.04

pensees.hommes@swing.be

www.lapenseeetleshommes.be

Avec le soutien du ministère de la Communauté française